

Lettre ouverte pour alerter sur la situation à Cuba

Madame La Préfète,
Mesdames et Messieurs les Parlementaires,

La situation que traverse aujourd'hui Cuba appelle notre plus vive inquiétude et notre entière mobilisation. Le peuple cubain fait face à une crise humanitaire et énergétique d'une gravité extrême, aggravée par les pénuries de médicaments, de denrées alimentaires, de carburant et par les difficultés majeures d'accès à l'électricité, à l'eau et aux biens essentiels.

Cette situation, déjà dramatique pour la population, est encore aggravée par le maintien de mesures de blocus et de restrictions qui continuent de frapper de plein fouet la vie quotidienne des Cubaines et des Cubains. Au-delà des conséquences économiques, ce sont les conditions d'existence, la santé publique, la sécurité des infrastructures et la capacité même du pays à répondre aux besoins les plus élémentaires de sa population qui sont aujourd'hui directement menacées.

Nous rappelons que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, à développer leurs services publics, à garantir leur souveraineté énergétique et alimentaire, doit être respecté. Rien ne saurait justifier que des populations civiles subissent durablement les effets de décisions extraterritoriales qui restreignent leur accès aux médicaments, aux équipements, aux pièces détachées, aux financements et aux approvisionnements indispensables.

Face à cette situation, nous demandons que les autorités françaises, à tous les niveaux, prennent la mesure de l'urgence humanitaire en cours et portent une parole claire en faveur :

- d'un accès sans entrave aux médicaments, denrées alimentaires, carburants, équipements et pièces détachées indispensables ;
- du respect du droit international et de la souveraineté du peuple cubain ;
- d'une levée des mesures coercitives qui aggravent la crise et frappent directement la population ;
- du développement de coopérations solidaires, notamment dans les domaines sanitaire, énergétique, agricole et humanitaire.

Notre démarche ne relève ni de l'ingérence ni de l'alignement diplomatique, mais d'un impératif de solidarité humaine et de justice internationale. En tant que responsables politiques, syndicaux, associatifs, nous ne pouvons rester silencieux face à une crise qui met en péril la vie quotidienne de millions de personnes.

C'est pourquoi nous sollicitons votre soutien pour interpeller le gouvernement français et pour faire entendre, dans notre département, une voix fidèle aux principes de paix, de coopération entre les peuples et de solidarité internationale.

Nous vous prions d'agréer, Madame la Préfète, Mesdames et Messieurs les Parlementaires, l'expression de notre considération distinguée.

Christel Granata et Billy Margureon

Parti Communiste Français de Savoie